

Strasbourg, 19 septembre 2014

CAHDI (2014) 23

COMITE DES CONSEILLERS JURIDIQUES SUR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC (CAHDI)

Liste des points discutés et des décisions prises Rapport abrégé

48^{ème} réunion
18-19 septembre 2014
La Haye (Pays-Bas)

Division du droit international public et du Bureau des Traités
Direction du Conseil Juridique et du droit international public, DLAPIL

COMITE DES CONSEILLERS JURIDIQUES SUR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC (CAHDI)

48^{ème} réunion, La Haye, Pays-Bas, 18-19 septembre 2014

Liste des points discutés et des décisions prises Rapport abrégé

1. Le Comité des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) tient sa 48^{ème} réunion à La Haye (Pays-Bas) les 18 et 19 septembre 2014, sous la présidence de Mme Liesbeth Lijnzaad (Pays-Bas). La liste des participants est reproduite à l'**Annexe I** du présent rapport.
2. Le CAHDI adopte son ordre du jour tel que reproduit à l'**Annexe II** du présent rapport.
3. Le CAHDI adopte le rapport de sa 47^{ème} réunion (Strasbourg, 20-21 mars 2014) et autorise le Secrétariat à le publier sur le site Internet du CAHDI.
4. Le CAHDI prend note des développements au sein du Conseil de l'Europe depuis la dernière réunion du Comité tels que présentés par M. Jörg Polakiewicz, Directeur du Conseil Juridique et du droit international public (DLAPIL).
5. Le CAHDI prend note des décisions du Comité des Ministres pertinentes pour ses activités et, en particulier, de la décision sur la Recommandation 2037 (2014) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur « L'obligation des institutions internationales de répondre de leurs actes en cas de violations des droits de l'homme » pour laquelle le CAHDI a adopté un avis lors de sa 47^{ème} réunion.
6. Le CAHDI tient un échange de vues sur la question du règlement des différends de droit privé auxquels une organisation internationale est partie, et en particulier sur les questions contenues dans le document présenté par la délégation des Pays-Bas lors de la 47^{ème} réunion du CAHDI (document CAHDI (2014) 5). Il prend note des commentaires écrits soumis par la Slovénie et invite d'autres délégations à répondre également par écrit à ces questions.

Le CAHDI examine les réponses soumises par les membres et observateurs au questionnaire sur l'« Immunité des biens culturels prêtés appartenant à un Etat », contenues dans le document CAHDI (2014) 13 prov.

Le Comité fait également le point sur l'état des lieux des ratifications, par les Etats représentés au sein du CAHDI, de la *Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens*. Il note que depuis la 47^{ème} réunion du Comité, la Finlande a déposé son instrument d'acceptation de la Convention le 23 avril 2014.

Le CAHDI se félicite de la publication sur son site Internet de la « Déclaration sur les immunités juridictionnelles des biens culturels appartenant à un Etat », qui, à ce jour, a été signée par l'Autriche, la Géorgie, la Lettonie, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie. Cette Déclaration a pour but de soutenir la reconnaissance de la nature coutumière des dispositions pertinentes de la *Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens* de 2004. Le Comité rappelle que la Déclaration a été élaborée en tant que document juridiquement non contraignant, qui exprime une compréhension commune de l'*opinio juris* reposant sur la règle fondamentale selon laquelle certains types de biens appartenant à un Etat (biens culturels exposés) jouissent de l'immunité juridictionnelle. Le CAHDI invite ses membres et observateurs à signer cette Déclaration.

Le CAHDI examine également les réponses soumises par les membres et observateurs au questionnaire sur les « Immunités des missions spéciales », contenues dans le document CAHDI (2014) 14 prov.

Le CAHDI examine le document préparé par le Secrétariat sur la question de la « Signification ou notification des actes introductifs d'instance à un Etat étranger » et contenant une analyse et un résumé des réponses soumises au questionnaire sur ce sujet (document CAHDI (2014) 15).

Le Comité examine les pratiques et les jurisprudences nationales relatives aux immunités des Etats et des organisations internationales sur la base des informations transmises par les délégations et invite les délégations à soumettre ou à mettre à jour leurs contributions à la base de données pertinente. Il prend note de la mise à jour des contributions du Royaume-Uni et de la Slovénie à la base de données pertinente.

Le CAHDI poursuit son échange de vues sur la possibilité pour les Ministères des Affaires étrangères de soulever des questions de droit international public dans le cadre de procédures pendantes devant les tribunaux nationaux et relatives aux immunités des Etats ou des organisations internationales.

7. Le CAHDI examine ensuite la question de l'organisation et des fonctions du Bureau du Conseiller juridique du Ministère des Affaires étrangères et examine notamment les réponses soumises par les membres et observateurs au questionnaire révisé sur la question contenues dans le document CAHDI (2014) 16 prov.

8. Le CAHDI prend note des informations relatives aux affaires qui ont été soumises devant les tribunaux nationaux par des personnes ou entités inscrites sur ou radiées des listes établies par les Comités des Sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et notamment de la contribution soumise par la Suisse sur cette question (document CAHDI (2014) 21). Il prend également note de l'Examen de Haut Niveau des Sanctions des Nations Unies (« *High Level Review of United Nations Sanctions* ») soutenu par les gouvernements de l'Allemagne, l'Australie, la Finlande, la Grèce et la Suède, en partenariat avec l'Institut Watson de l'Université de Brown et « *Compliance and Capacity International* » qui se déroule de juin à octobre 2014.

9. Le CAHDI évoque la question de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et prend note de l'audience publique de la Cour de Justice de l'Union européenne des 5 et 6 mai au cours de laquelle les institutions de l'UE et les Etats membres de l'UE intervenants ont soutenu que le projet d'accord d'adhésion était compatible avec le droit de l'UE.

10. Le CAHDI considère les affaires portées devant la Cour européenne des droits de l'homme dans lesquelles sont impliquées des questions de droit international public et invite les délégations à continuer d'informer le Comité des arrêts ou décisions, affaires pendantes ou événements pertinents à venir.

11. Dans le cadre de l'examen des questions relatives au règlement pacifique des différends, le CAHDI examine la dernière version du document contenant les informations sur la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice et invite les délégations à soumettre au Secrétariat toute information pertinente pour la mise à jour ultérieure de ce document.

12. Dans le cadre de son activité d'Observatoire européen des réserves aux traités internationaux, le CAHDI examine une liste de réserves et déclarations aux traités internationaux susceptibles d'objection. En outre, le Comité prend note des réactions aux réserves et déclarations aux traités internationaux précédemment examinées par le CAHDI et pour lesquelles le délai d'objection a expiré. Il invite les délégations à soumettre au Secrétariat toute information pertinente pour la mise à jour du tableau récapitulatif tel que reproduit dans le document CAHDI (2014) 17 Addendum prov.

-
13. Suite à la décision du Comité des Ministres du 10 avril 2013 sur le passage en revue des conventions du Conseil de l'Europe adoptée à la lumière du rapport du Secrétaire Général et en application du plan de travail sur le passage en revue des conventions placées sous sa responsabilité, le CAHDI tient un échange de vue sur la *Convention européenne sur les fonctions consulaires* (STE n°61) ainsi que sur la *Convention européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires* (STE n°63).
14. S'agissant des travaux de la Commission du droit international (CDI) et de la Sixième Commission, le CAHDI procède à un échange de vues avec Mme Marie Jacobsson, Membre de la CDI, sur les activités récentes de cette dernière. Il prend également note de l'échange de vues entre la Présidente du CAHDI, la Secrétaire du CAHDI et les membres de la CDI qui a eu lieu à Genève le 16 juillet 2014.
15. En ce qui concerne l'examen des questions courantes relatives au droit international humanitaire, le CAHDI prend note de la présentation faite par le représentant du Comité international de la Croix-Rouge.
16. Le CAHDI prend note des développements récents relatifs à la Cour pénale internationale (CPI) et aux autres tribunaux pénaux internationaux.
17. Le CAHDI examine les questions d'actualité relatives au droit international. A la demande d'une délégation, il tient un échange de vues sur la question des « Combattants étrangers ».
18. Conformément à la *Résolution CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail*, le CAHDI élit M. Paul Rietjens (Belgique) et Mme Päivi Kaukoranta (Finlande), respectivement Président et Vice-présidente du Comité, pour un mandat d'un an à compter du 1^{er} janvier 2015.
19. Le CAHDI décide de tenir sa 49^{ème} réunion à Strasbourg, les 19 et 20 mars 2015. Le Comité charge le Secrétariat, en liaison avec la Présidente du Comité, de préparer en temps voulu l'ordre du jour provisoire de cette réunion.
20. A la demande d'une délégation, le CAHDI tient un échange de vues sur la Commission Internationale de l'Etat Civil.

ANNEXE I**LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE****ALBANIA / ALBANIE**

Mr Armand SKAPI

Director
Treaties and International Law Department
Ministry of Foreign Affairs

ANDORRA / ANDORRE

Mme Carmen PERNA GARCÍA

Legal Adviser
Government of Andorra

Ms Patricia QUILLACQ [Apologised / Excusée]

Legal Adviser
Department of General and Legal Affairs
Ministry of Foreign Affairs

ARMENIA / ARMENIE

Mr Vahagn PILIPOSYAN

Head of International Treaties and Deposit Division
Legal Department
Ministry of Foreign Affairs

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Helmut TICHY

Legal Adviser
Austrian Federal Ministry for Europe

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Sadi JAFAROV

Second Secretary
International Law and Treaties Department
Ministry of Foreign Affairs

BELGIUM / BELGIQUE

M. Paul RIETJENS**Vice-Chair / Vice-Président**

Directeur général des Affaires juridiques
Service Public Fédéral des Affaires étrangères,
Commerce extérieur et Coopération au
Développement

Mme Sabrina HEYVAERT

Conseiller
Service Public Fédéral des Affaires étrangères
Commerce extérieur et Coopération au
Développement
Direction Droit International Public

**BOSNIA AND HERZEGOVINA /
BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mme Đanela ZEĆO

Head of the Department of International Treaties
Ministry of Justice

BULGARIA / BULGARIE

Mr Danail CHAKAROV

Head of International Law Department
Ministry of Foreign Affairs

CROATIA / CROATIE

Mr Toma GALLI

Minister Councillor, Director
International Law Directorate
Ministry for Foreign and European Affairs

CYPRUS / CHYPRE

Ms Irene NEOPHYTOU

Counsel for the Republic
Law Office of the Republic of Cyprus

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Petr VALEK
Director
International Law Department
Ministry of Foreign Affairs

DENMARK / DANEMARK

Mr David KENDAL
Chief Legal Consultant
Centre for Legal Service
Ministry of Foreign Affairs

ESTONIA / ESTONIE

Ms Marina KALJURAND
Undersecretary for Legal and Consular Affairs
Ministry of Foreign Affairs

FINLAND / FINLANDE

Ms Päivi KAUKORANTA
Director General
Legal Service
Ministry for Foreign Affairs

Ms Liisa VALJENTO
Deputy Director
Legal Service
Ministry for Foreign Affairs

FRANCE

M. François ALABRUNE
Directeur des affaires juridiques
Ministère des affaires étrangères et du
développement international

M. Ludovic LEGRAND
Rédacteur
Direction des affaires juridiques
Ministère des affaires étrangères et du
développement international

GEORGIA / GÉORGIE

Ms Salome IMNADZE
Deputy Director
Department of International Law
Ministry of Foreign Affairs

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Martin NEY
Legal Adviser
Director General of Legal Affairs
Department of Legal Affairs
Federal Foreign Office

Mr Oliver FIXSON
Head of Division
Federal Foreign Office

GREECE / GRECE

Ms Maria TELALIAN
Head of the Legal Department
Ministry of Foreign Affairs

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ferenc DANCS
Ministry of Foreign Affairs and Trade International
Law Department

ICELAND / ISLANDE

Mr Kristjan Andri STEFANSSON
Director General for Legal and Executive Affairs
Directorate for Legal and Executive Affairs
Ministry for Foreign Affairs

Mr Matthías PÁLSSON
Legal and Administrative Department
Ministry for Foreign Affairs

IRELAND / IRLANDE

Mr James KINGSTON
Legal Adviser
Department of Foreign Affairs and Trade

ITALY / ITALIE

Mr Paolo EPIFANI
First Secretary
Legal Service
Ministry of Foreign Affairs

LATVIA / LETTONIE

Ms Sanita PEKALE
Director
Legal Department
Ministry of Foreign Affairs

LIECHTENSTEIN

[Apologised / *Excusé*]

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Sigute JAKSTONYTE
Director
Law and International Treaties Department
Ministry of Foreign Affairs

LUXEMBOURG

M. Carlo KRIEGER
Ambassadeur
Directeur des Affaires juridiques et culturelles
Ministère des Affaires étrangères et européennes

M. David HEINEN
Conseiller juridique
Direction des Affaires juridique et culturelles
Ministère des Affaires étrangères et européennes

MALTA / MALTE

[Apologised / *Excusé*]

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Dumitru SOCOLAN
Director
General Directorate of International Law
Ministry of Foreign Affairs and European Integration

MONACO

[Apologised / *Excusé*]

MONTENEGRO

Ms Bozidarka KRUNIC
Head of International Law Department
Ministry of Foreign Affairs and European Integration

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Liesbeth LIJNZAAD
Chair / *Présidente*
Legal Adviser
Head of the International Law Division
Legal Affairs Department
Ministry of Foreign Affairs

Mr René LEFEBER
Deputy Legal Adviser
International Law Division
Legal Affairs Department
Ministry of Foreign Affairs

Mr Jeroen GUTTER
Legal Officer
International Law Division
Legal Affairs Department
Ministry of Foreign Affairs

NORWAY / NORVÈGE

Ms Margit TVEITEN
Director General
Ministry of Foreign Affairs

Mr Torfinn ARNTSEN
Minister Counsellor
Embassy of Norway to the Netherlands

POLAND / POLOGNE

Mr Lukasz KULAGA
Legal expert
Legal and Treaty Department
Ministry of Foreign Affairs

PORTUGAL

Ms Rita FADEN
Legal Adviser
Department of Legal Affairs
Ministry of Foreign Affairs

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Ion GÂLEA
Director General
Ministry of Foreign Affairs

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE
RUSSIE**

Mr Gennady KUZMIN
Deputy Director
Legal Department
Ministry of Foreign Affairs

SAN-MARINO / SAINT-MARIN

[Apologised / *Excusé*]

SERBIA / SERBIE

Mr Slavoljub CARIĆ
Ambassador
Head of Department of International Legal Affairs
Ministry of Foreign Affairs

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Metod ŠPAČEK
Director
International Law Department
Ministry of Foreign and European Affairs

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Mihael ZUPANČIČ
Head of the International Law Department
Ministry of Foreign Affairs

SPAIN / ESPAGNE

Ms María CRUZ GUZMÁN
Deputy Head of Division
International Law Division
Ministry of Foreign Affairs and Cooperation

**M. Maximiliano BERNAD Y ÁLVAREZ DE
EULATE**
Professeur émérite de droit international
Conseiller de droit international public
Université de Saragosse

SWEDEN / SUEDE

Mr Anders RÖNQUIST
Director General for Legal Affairs
Ministry for Foreign Affairs

Mr Emil JOHANSSON
Desk Officer
Department for International Law, Human Rights
and Treaty Law
Ministry for Foreign Affairs

SWITZERLAND / SUISSE

M. Valentin ZELLWEGER
Ambassador, Director
Directorate of International Public Law
Swiss Federal Department of Foreign Affairs

Mme Caroline KRAEGE
Deputy Head of Division I
Directorate of International Law
Swiss Federal Department of Foreign Affairs

**"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF
MACEDONIA" / "L'EX-REPUBLIQUE
YUGOSLAVE DE MACEDOINE"**

Ms Natasha DESKOSKA
Deputy Director
Ministry of Foreign Affairs

TURKEY / TURQUIE

Mr Bülent Şeref SARIOĞLU
Legal Counselor
Ministry of Foreign Affairs

UKRAINE

Ms Larysa GERASKO

Directorate General for International Law
Ministry of Foreign Affairs

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Iain MACLEOD

Legal Adviser
Foreign and Commonwealth Office

Ms Joanna BATEMAN

Assistant Legal Adviser
Foreign and Commonwealth Office

Mr Philip DIXON

Assistant Legal Adviser
Foreign and Commonwealth Office

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Mr Lucio GUSSETTI

Director

Legal Service

Mr Roland TRICOT

Member of the Legal Service

EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE / SERVICE EUROPEEN POUR L'ACTION EXTERIEURE (EEAS)

Mr Stephan MARQUARDT

Deputy Head of the Legal Affairs Division

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION / CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

[Apologised / *Excusé*]

PARTICIPANTS AND OBSERVERS TO THE CAHDI / PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS AUPRES DU CAHDI

CANADA

Mr William CROSBIE

Legal Adviser
Foreign Affairs
Trade and Development Canada

Ms Mariam KHAN

Legal Officer
Security, Diplomatic and Criminal Law
Foreign Affairs
Trade and Development Canada

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Mr René GULDENMUND

Maître en droit
Nonciature Apostolique

JAPAN / JAPON

Mr Tomohiro MIKANAGI

Director
International Legal Affairs Division

Mr Sadaharu KODAMA

First Secretary
Embassy of Japan in the Netherlands
Legal Affairs Section

Mr Nobuyuki MURAI

First Secretary
Embassy of Japan in the Netherlands
Legal Affairs Section

MEXICO / MEXIQUE

Mr Max Alberto DIENER SALA

Legal Adviser
Ministry of Foreign Affairs

Mr Santiago OÑATE LABORDE

Permanent Observer
Permanent Mission of Mexico
to the Council of Europe

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Ms Mary MCLEOD

Principal Deputy Legal Adviser
U.S. Department of State

Mr Todd BUCHWALD

Assistant Legal Adviser for United Nations Affairs
U.S. Department of State

Mr Kenneth PROPP

Legal Counselor
U.S. Mission to the European Union

AUSTRALIA / AUSTRALIE

Mr Todd QUINN

Legal specialist
Embassy of Australia in the Netherlands

BELARUS

Mr Andrei POPKOV

Director
General Department of Legal Affairs and Treaties
Ministry of Foreign Affairs

ISRAEL / ISRAËL

Mr Ehud KEINAN

Legal Adviser and Deputy Director General
Ministry of Foreign Affairs

NEW ZEALAND / NOUVELLE ZELANDE

[Apologised / *Excusé*]

UNITED NATIONS / NATIONS UNIES

[Apologised / *Excusé*]

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-
OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) /
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

M. Remi CEBE

Senior Legal Adviser
Directorate for Legal Affairs

**ORGANISATION FOR SECURITY AND CO-
OPERATION IN EUROPE (OSCE) /
ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA
COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)**

Ms Lisa TABASSI

Head of the Legal Services

**EUROPEAN ORGANISATION FOR NUCLEAR
RESEARCH (CERN) / ORGANISATION
EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE
NUCLEAIRE (CERN)**

[Apologised / *Excusé*]

**THE HAGUE CONFERENCE ON PRIVATE
INTERNATIONAL LAW / CONFERENCE DE LA
HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE**

[Apologised / *Excusé*]

INTERPOL

Mr Joël SOLLIER

General Counsel
Office of Legal Affairs

Mr Gerhard KREUTZER

Legal Officer
General Secretariat

**NORTH ATLANTIC TREATY ORGANISATION
(NATO) / ORGANISATION DU TRAITE DE
L'ATLANTIQUE NORD (OTAN)**

Mr Steven HILL

Legal Adviser
Director
Office of Legal Affairs

**INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED
CROSS (ICRC) / COMITE INTERNATIONAL DE
LA CROIX ROUGE (CICR)**

M. Jean-François QUEGUINER

Head of the Unit of the Thematic Legal Advisers
Legal Division

Mr Romain CLERCQ-ROQUES

Délégation du CICR en France

SPECIAL GUESTS / INVITES SPECIAUX

Ms Marie G. JACOBSSON

Member of the United Nations International Law Commission

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTORATE OF LEGAL ADVICE AND
PUBLIC INTERNATIONAL LAW / DIRECTION DU
CONSEIL JURIDIQUE ET DU DROIT
INTERNATIONAL PUBLIC

Mr Jörg POLAKIEWICZ

Director / *Directeur*

**CAHDI SECRETARIAT / SECRETARIAT DU
CAHDI****Ms Marta REQUENA**

Secretary to the CAHDI / *Secrétaire du CAHDI*
Head of Division / *Chef de Division*
Public International Law Division and Treaty Office /
*Division du droit international public et du Bureau
des Traités*

Ms Hélène FESTER

Lawyer / *Juriste*
Public International Law Division and Treaty Office /
*Division du droit international public et du Bureau
des Traités*

Ms Yanna PARNIN

Assistant Lawyer / *Juriste assistante*
Public International Law Division and Treaty Office /
*Division du droit international public et du Bureau
des Traités*

Ms Anna LE VALLOIS

Assistant / *Assistante*
Public International Law Division and Treaty Office /
*Division du droit international public et du Bureau
des Traités*

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Chloé CHENETIER-KIPPING
Ms Lucie DE BURLET SUTER

ANNEXE II**ORDRE DU JOUR****I. INTRODUCTION**

1. Ouverture de la réunion par la Présidente, Mme Liesbeth Lijnzaad
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du rapport de la 47^{ème} réunion
4. Informations communiquées par le Secrétariat du Conseil de l'Europe
 - Communication de M. Jörg Polakiewicz, Directeur du Conseil Juridique et du Droit International Public

II. ACTIVITÉS DU CAHDI EN COURS

5. Décisions et activités du Comité des Ministres pertinentes pour les activités du CAHDI, et demandes d'avis adressées au CAHDI
6. Immunité des Etats et des organisations internationales
 - a. *Questions d'actualité relatives aux immunités des Etats et des organisations internationales*
 - Règlement des différends de droit privé auxquels une organisation internationale est partie
 - Immunité des biens culturels prêtés appartenant à un Etat
 - Immunités des missions spéciales
 - Signification ou notification des actes introductifs d'instance à un Etat étranger
 - b. *Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens*
 - c. *Pratique des Etats, jurisprudence et mise à jour des entrées du site Internet*
7. Organisation et fonctions du Bureau du Conseiller juridique du Ministère des Affaires étrangères
8. Mesures nationales d'application des sanctions des Nations Unies et respect des droits de l'homme
9. Adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)
10. Affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme impliquant des questions de droit international public
11. Règlement pacifique des différends

-
12. Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités et déclarations interprétatives concernant les traités internationaux : Observatoire européen des réserves aux traités internationaux
 - Liste des réserves et déclarations à des traités internationaux susceptibles d'objection
 13. Passage en revue des conventions du Conseil de l'Europe

III. QUESTIONS GENERALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

14. Les travaux de la Commission du droit international (CDI) et de la Sixième Commission
 - Présentation des travaux de la Commission du droit international (CDI) et de la Sixième Commission par Mme Marie Jacobsson, Membre de la CDI
 - Echange de vues entre la CDI, la Présidente du CAHDI et la Secrétaire du CAHDI, Genève, 16 juillet 2014
15. Examen des questions courantes concernant le droit international humanitaire
16. Développement concernant la Cour pénale internationale (CPI) et les autres tribunaux pénaux internationaux
17. Questions d'actualité relatives au droit international

IV. DIVERS

18. Élection du/de la Président(e) et du/de la Vice-Président(e) du CAHDI
19. Date et ordre du jour de la 49^{ème} réunion du CAHDI
20. Questions diverses